

pauljorion.com

Le cynique réalisme de la Troïka

par Michel Leis

25 juin 2015

Beaucoup voient dans la position dure de la Troïka vis-à-vis des positions grecques une volonté de faire passer la Grèce sous les fourches caudines, adressant ainsi un message fort aux peuples qui seraient tentés de faire un tel choix. Une telle idée n'est probablement vue par les membres de la Troïka que comme un bénéfice secondaire. En réalité, plus que le dogmatisme que j'évoquais comme l'une des pistes dans mon billet d'hier, ce qui me semble caractériser la position de la Troïka est l'expression d'un réalisme cynique, celui d'institutions ayant parfaitement intégré les rapports de forces et qui est au service de ces rapports de forces.

Elle sait donc que l'on ne pourra pas faire payer les riches, que toutes les mesures destinées à faire rentrer l'impôt ne joueront qu'à la marge ; seule la TVA collectée par les services (publics ou privatisés) rentrera réellement, pour le reste une grande partie s'envolera dans la nature. Quand la Troïka souhaite limiter l'impôt sur les sociétés parce qu'il ne faudrait pas faire fuir les investisseurs, elle entérine une situation déjà hors de contrôle, la collecte de l'impôt sur les sociétés a baissé de 67 % sur les quatre premiers mois de l'année (market blog – Dow Jones). La Troïka sait que les autres mesures destinées à faire payer les plus riches seront impossibles à mettre en œuvre tant il existe de voies de contournement (n'est-ce pas Monsieur Juncker ?). Accepter un plan reposant en partie sur les rentrées fiscales des plus riches risquerait de mettre à nu la réalité des rapports de forces et l'incapacité d'agir des États, et pas seulement la Grèce. Cela la Troïka ne le veut à aucun prix, et ce n'est de toute façon pas conforme avec sa mission de maintien du statu quo qu'elle s'est auto-assignée.

Le réalisme cynique de la Troïka, c'est juste d'aller au plus simple. Il faut faire payer les pauvres plutôt que les riches parce que c'est totalement

sous contrôle, limiter encore et encore les mécanismes de redistribution, couper dans les dépenses, parce que c'est le seul domaine dans lequel l'État grec peut agir directement. Quand on sera à l'os, il ne restera plus qu'un État croupion, le rêve ultime de tous ces ultra-libéraux.

Au travers de cette position intransigeante, on peut comprendre aussi que derrière la volonté de façade d'harmoniser la fiscalité en Europe, lutter contre la fraude fiscale, rien ne se passera sur le fond. Les quelques concessions de façade qui seront obtenues en la matière ne changeront rien aux inégalités flagrantes qui existent en Europe en matière de rentrée fiscale. On luttera contre la fraude fiscale au prix de taux d'imposition scandaleusement bas pour les tranches les plus élevées ou l'impôt sur les sociétés. Partout en Europe, le vieil adage de Joseph Caillaux « Faites payer les pauvres ! Bien sûr, les riches ont la capacité de supporter des impôts plus lourds, mais les pauvres sont tellement plus nombreux » reste plus que jamais d'actualité.

* * *

pauljorion.com

Deux leçons grecques

par Michel Leis

23 juin 2015

Les articles de journaux qui se sont multipliés ces derniers jours sur la crise grecque suscitent à parts plus ou moins égales deux types de réactions.

Nombre d'entre elles soutiennent le peuple grec, parfois au nom de la démocratie, parfois au nom de l'antieuropéanisme, parfois par simple compassion envers un peuple qui n'a pas mérité de punition collective.

L'autre moitié se résume en substance à « Salauds de Grecs, ils n'ont eu que ce qu'ils méritent, ils n'ont qu'à payer aujourd'hui ». Il est toujours dangereux de pratiquer l'amalgame entre un peuple et les turpitudes de ses dirigeants, surtout pour des opérations destinées à être cachées du grand public. Les manipulations comptables des dirigeants grecs lors de l'entrée dans l'Euro, aidés

de Goldman Sachs, ont totalement échappé aux citoyens grecs. Ce type de réaction révèle surtout une incompréhension totale de la réalité, faire « payer les Grecs » comme ils le réclament n'est en réalité qu'un hors-d'œuvre.

La gravité de la situation grecque tient en une situation complexe où des dérives mondiales se superposent aux dérives locales. Après la dictature des colonels (1974), les privilèges exorbitants de l'église grecque et des armateurs ont été maintenus. Les aides internationales sont arrivées à flots de plus en plus continus au fur et à mesure que la Grèce se rapprochait de l'Europe. Elles ont été utilisées pour construire une démocratie fondée sur le clientélisme, pour le plus grand profit de deux dynasties politiques, les Karamanlis et les Papandréou. La croissance des années 80 et 90 a renforcé l'illusion du peuple grec sur la nature véritable des changements, la prospérité tenait lieu de démocratie et fabriquait le consentement collectif. Ce dysfonctionnement endémique de la démocratie grecque n'est pourtant qu'un facteur aggravant, pas une cause. En réalité, le coup fatal a été porté par l'ouverture rapide de l'Europe, comme je le rappelais dans mon tout premier billet sur le blog de Paul Jorion. Mais au-delà des situations particulières, il y a de vraies leçons générales qui s'appliquent à tous les peuples d'Europe.

La Troïka et les institutions internationales ont mené une politique dogmatique, nous le savons tous. Les réalités comptables sont simples : plus l'austérité agit, plus le PIB se contracte, plus le pays doit consacrer une part croissante de celui-ci à rembourser la dette. Les mesures destinées à dégager un excédent primaire renforcent la récession et créent un effet boule de neige. Les prêts prétendument accordés au peuple grec ont en réalité bénéficié à 90 % à faire rouler la dette et rembourser les créanciers privés (la dette privée représente aujourd'hui moins de 10 % du total), mais 10 % ont servi à simplement assurer le quotidien. L'excédent primaire invoqué par la Troïka s'est révélé largement hors d'atteinte malgré des mesures d'austérité drastique. Curieusement, le choix de l'austérité en lieu et place d'une politique contra-cyclique met en pleine lumière l'in-

soutenabilité de la dette, une question qui est loin d'être propre à la Grèce.

Quand les politiques d'austérité ont été imposées par la Troïka, ce ne sont pas les privilégiés du système, armateurs et églises grecques qui sont passés à la caisse. De la même manière, les entreprises ont bénéficié d'une mansuétude extraordinaire : au nom de la compétitivité, l'impôt sur les sociétés a même diminué en pleine crise. Les mesures visant la consommation de luxe ont été aisément contournées par la grande bourgeoisie grecque. En réalité, la manière dont les efforts ont été répartis en ces temps de crise illustre un point fondamental : pendant les années de prospérité, les rapports de forces n'ont pas évolué. L'illusion que la prospérité avait fait bouger les lignes au sein de la société a volé en éclat avec la crise. Les classes moyennes et populaires ont été mises à contribution bien plus que proportionnellement. Leur sacrifice est la mise à nu de rapports de forces toujours plus déséquilibrés au sein de la société, et pourrait illustrer le possible retour de l'esclavage pour dette, même si la liberté du citoyen restera (formellement) acquise. C'est une leçon qui vaut pour tous, pas seulement pour le peuple grec. L'accumulation des rapports de forces s'est accélérée insidieusement ces dernières décennies : lorsqu'il faudra payer les pots cassés, on ne nous laissera pas le choix, les 99 % seront mis à contribution à 100 %.

Le dogmatisme de la religion féroce pratiquée par la Troïka ne peut s'expliquer que par deux choses. La première serait une croyance aveugle et absolue dans les dogmes qu'ils professent, ce qui les assimilerait aux pires fondamentalistes et intégristes qu'ils dénoncent pourtant à longueur de discours dans un autre contexte. La deuxième serait un cynisme total : ils savent qu'ils sont au service de rapports de forces implacables. Sans doute y a-t-il des représentants des deux engendres au sein de ce microcosme, cela ne rassure pas sur la suite. La crise a fait tomber les masques, le maintien de l'ordre existant ne connaît en réalité aucune limite, y compris celui du sacrifice des peuples et de la démocratie. Dans ce contexte, toute concession arrachée à l'ogre est une lueur d'espoir.

pauljorion.com

LE RÉGIME GREC

par Michel Leis

14 mai 2012

À l'heure où les urnes ont livré leur verdict en Grèce, je reviens d'une série de voyages professionnels qui m'ont conduit d'Athènes à Sofia. Comme souvent dans les tragédies grecques, le drame auquel nous assistons est le prolongement de drames antérieurs, une histoire en deux temps et trois groupes d'acteurs. Les trois groupes d'acteurs, ce sont les pays fondateurs de l'Union, les pays du Sud et les nouveaux entrants de l'ex-bloc de l'Est. Les deux temps de notre histoire, c'est le milieu des années 80 qui a vu l'intégration des pays du Sud et la période qui s'est ouverte à l'orée des années 90 avec la chute du mur, et qui s'est logiquement achevée avec l'intégration des ex-pays de l'Est au milieu des années 2000.

En prélude à notre histoire, lorsque le Sud rejoint l'UE, ces régions sont vues comme un nouvel eldorado. La péninsule ibérique est un marché géographiquement cohérent de 56 millions d'habitants. Les programmes d'aides de l'UE doivent apporter la prospérité et permettre une industrialisation rapide tandis que le différentiel de salaire permet d'espérer des profits élevés. Ce schéma idéal se met progressivement en place, on peut donner l'exemple de l'industrie automobile qui est un bon indicateur. En Espagne, on passe en quelques années d'une position marginale à une place de 3^{ème} producteur européen avec 18 sites de production. Le Portugal bénéficie aussi de quelques investissements comme l'implantation conjointe Ford / VW ou celle de Renault. Si cette industrie est largement exportatrice jusqu'à l'orée des années 2000, une grande partie de cette production est aussi absorbée par le marché intérieur.

Pour la Grèce, c'est une autre paire de manches. Il n'y a pas de passé industriel, le marché local est limité et les seules vraies activités sont l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Les investissements de l'UE sont importants, mais le développement de l'infrastructure ne s'accompagne d'aucune grande implantation industrielle. Le tourisme de masse et les services empêchent que la

balance des paiements ne sombre à des niveaux catastrophiques, mais la hausse de l'Euro n'aura pas que des conséquences heureuses pour le tourisme en Grèce.

Quand le rideau de fer est tombé, les budgets européens se sont réorientés massivement vers les ex-pays de l'Est en vue de leur intégration future. Les implantations d'usines ont suivi, car le terrain était fertile, une grande partie de ces pays ayant un passé industriel. Dans le même temps, l'attractivité de l'Europe du Sud a diminué, et seul, le développement de l'immobilier a maintenu pour un temps l'illusion. Même si ce mauvais timing a joué un rôle dans notre histoire, il faut aller plus loin et comprendre que l'intégration du groupe des pays du Sud et celle du bloc de l'Est s'est faite suivant des paradigmes différents.

Ce qui s'est construit dans cette deuxième vague d'élargissement, c'est une logique où il n'est plus question de nouveaux marchés, mais de produire et sous-traiter à bas coût pour le plus grand profit (au sens premier du terme) de l'industrie allemande. Une fois de plus l'industrie automobile est un excellent marqueur. 26 implémentations ont eu lieu dans les ex-pays de l'Est entre le 1990 et 2000, sans compter le rachat des constructeurs locaux comme Skoda par le groupe VW et Dacia par le groupe Renault. Mais si l'on regarde dans le détail, une grande partie de ces investissements sont des unités de fabrication de composants incorporés dans les usines d'assemblage allemande. Pour faire simple, le profit se crée en sous-traitant à l'extérieur les composants, l'image se construit en assemblant en Allemagne. La balance commerciale de l'Allemagne vis-à-vis de la Hongrie, de la Slovaquie ou de la République Tchèque est largement déficitaire (- 5,3 Milliards d'Euros en 2011), ce qui reflète parfaitement la construction de cette arrière-cour industrielle.

Derrière ces constatations se cachent une dangereuse illusion et l'absence de vision européenne.

Ce n'est pas tant le succès de l'industrie allemande qui ne s'adresse qu'à la frange la plus aisée des clients qui constitue une illusion. L'illusion, c'est que ce « modèle » soit devenu le paradigme de toute l'industrie. Pour faire caricatural, tout le monde veut s'adresser aux 10% de la population la plus aisée. Pour les 90% de clien-

tèle restant, il reste au mieux une production entièrement délocalisée dans les pays présentant les plus bas coûts de l'Union, au pire une délocalisation en Chine, seul moyen de concilier des attentes de profits élevés et des marchés où la pression sur les prix est forte. Que des industriels essayent de copier des stratégies réussies sans se poser de question sur le contexte global, passe encore, mais l'U.E., en ne contrebalançant pas ces stratégies, a commis deux péchés capitaux.

Le premier de ces péchés est l'absence d'harmonisation sociale. Le graphique montrant le montant du salaire minimum mensuel dans les différents groupes de pays est éclairant (même s'il n'existe pas de salaires minimum en Allemagne, les rémunérations de l'industrie allemande sont restées élevées). Si les pays du Sud ont pu paraître attractifs à l'époque de leur intégration dans l'UE, ils ne font plus le poids depuis l'intégration des pays de l'Est.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas seulement la compétitivité relative des groupes de pays, mais une stratification sociale où apparaît un nouveau groupe, la classe moyenne pauvre. On peut les définir comme des personnes qui assurent leur consommation de base à moindre coût, se privent pour quelques produits d'image (le smart phone...) en sacrifiant d'autres produits de leur « shopping list ». Pour les marques allemandes, peu importe, ce n'est pas le cœur de cible. Pour le reste de l'industrie européenne, le marché des ex-pays de l'Est ne s'est jamais vraiment créé, contrairement aux pays du Sud. Pour revenir à l'industrie automobile, les surcapacités évoquées aujourd'hui correspondent peu ou prou aux prévisions de marché qui ne se sont jamais réalisées dans ces pays. Les fermetures qui vont se généraliser dans les mois à venir vont probablement toucher les unités où la combinaison coûts salariaux productivité est la plus mauvaise, pour la plupart situées dans les pays au cœur de l'Union européenne. Les pressions sur l'emploi qui en résulteront contribueront ainsi à la généralisation de cette classe moyenne pauvre au cœur de l'Europe. Les thuriféraires de l'Union peuvent toujours dire que les salaires ont plus augmenté dans les ex-pays de l'Est, au rythme actuel, il faudra encore plus de 25 ans pour arriver à un alignement.

La deuxième faute majeure est l'absence d'harmonisation fiscale en matière d'impôt sur les sociétés. L'Europe peut bien afficher sa réprobation de façade, elle a intégré en son sein des paradis fiscaux qui n'ont pas grand-chose à envier aux Bahamas. Si l'on regarde le taux maximum d'imposition sur les sociétés, la situation est édifiante. Beaucoup diront – à juste titre – que ce taux est loin de représenter l'impôt réellement payé par les entreprises. C'est parfaitement exact, mais ce taux de l'impôt représente un excellent indicateur des politiques en œuvre, indépendamment des couleurs politiques au pouvoir. Les ex-pays de l'Est se sont lancés dans l'application de recettes ultralibérales avant même leur intégration dans l'Europe. L'écart est conséquent avec les pays fondateurs et les pays du Sud. À quoi bon lever des impôts quand on a cassé les mécanismes de solidarité antérieurs et que l'UE paye les infrastructures ? Cette politique fiscale est l'autre composante de la sous-traitance à bas coût. C'est tout bénéfice pour la norme de profit, en particulier quand l'industrie est dominante dans la chaîne de valeur, comme peut l'être l'industrie allemande (cf. mon essai « Crises économiques et régulations collectives »).

Et c'est ici que l'on revient à mes observations de voyage. Certes, il faut toujours se méfier des témoignages directs, même si celui-ci recoupe certains reportages, comme celui diffusé par Arte fin novembre 2011. Vu d'Athènes, la Bulgarie, ce grand voisin (474 km de frontière) avec son flat rate de 10% pour les entreprises comme pour les particuliers est bien attractive. Malgré la récente baisse de l'impôt sur les sociétés en Grèce (20% au lieu de 24%, taux maximum) et si l'on considère un coût du travail très bas en Bulgarie (salaire minimum mensuel de 123 €), quel intérêt peut avoir une entreprise grecque à rester en Grèce ? Quel intérêt pour un particulier fortuné de rester à Athènes où la pression se fait de plus en plus forte pour payer les impôts à des taux bien plus élevés ?

Le problème, c'est que le succès des plans de rigueur proposés repose sur des rentrées fiscales à taux pleins... Or l'évasion fiscale se substitue à la fraude, avec la bénédiction implicite de l'Europe au nom de la libre circulation des biens et des

personnes et de la liberté d'établissement. Les avions d'Athènes à Sofia sont de plus en plus remplis, des affiches en grec ont fait leur apparition dans les agences immobilières et le distributeur bulgare de mon entreprise revoyait ses prévisions de vente à la hausse, surtout pour les segments du haut de gamme.

Parler de retrouver une compétitivité en Grèce relève au mieux de l'imposture et au pire de l'incompétence. Compter sur une levée partielle de l'austérité ne suffira pas. La dimension géographique prend ici toute son importance : les voisins de la Grèce, ce sont les ex-pays du bloc de l'Est. Si l'on a une vision libérale du problème, le salut de la Grèce devrait passer par un alignement sur ces voisins. Aucun dirigeant européen ne prendra pourtant le risque d'aller expliquer aux Grecs que leurs salaires devraient être divisés par trois si l'on veut créer un ensemble géographiquement cohérent et économiquement compétitif. C'est aussi à l'aune de l'intégration ratée des ex-pays de l'Est qu'il faut mesurer l'ampleur des efforts que la Grèce devrait réaliser.

Si l'on tient compte des spécificités grecques que j'évoquais au début de ce billet, ce dont ce pays a besoin, c'est d'une monnaie faible pour attirer des masses de touristes et vendre des services maritimes à bas prix. C'est aussi de mettre fin à l'évasion fiscale légale en dérogeant aux principes de base de l'Union européenne (liberté d'établissement, libre circulation). On le voit, ce type d'approche est peu compatible avec le maintien dans l'Euro. Même en cas de sortie, la marge restera étroite entre le risque d'une hyperinflation et le rétablissement d'une fiscalité digne d'un état régalien. Le régime sec actuel en est d'autant plus amer, puisqu'il ne répond pas aux besoins, et repose sur une vision pré-formatée dont l'application ne peut conduire qu'à une casse sociale généralisée.